

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 10/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BIOLANDES

Route de Bélis
40420 Le Sen

Références : D-00261-2023
Code AIOT : 0006400371

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/04/2023 dans l'établissement BIOLANDES implanté lieu dit La Coronne Rte de Beaume de Transit 84600 Valréas. L'inspection a été annoncée le 31/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action nationales liquides inflammables

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOLANDES
- lieu dit La Coronne Rte de Beaume de Transit 84600 Valréas
- Code AIOT : 0006400371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BIOLANDES exploite sur le territoire de la commune de Valréas une usine de fabrication d'huiles essentielles et de concrètes par distillation de végétaux à la vapeur d'eau ou par extraction à l'aide de solvants organiques.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation, sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° SI 2006-05-18-0040-PREF du 18 mai 2006 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les liquides inflammables dans le cadre de l'action nationale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etat des matières stockées - Mise à jour	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30	/	Sans objet
3	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
4	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
5	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
7	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
8	Autres installations A soumises à l'AM du 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-I.2	/	Sans objet
9	Réservoirs soumis au 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-III	/	Sans objet
10	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-V	/	Sans objet
11	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-IV	/	Sans objet
12	Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-I.2	/	Sans objet
13	Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-III	/	Sans objet
14	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-V	/	Sans objet
15	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-IV	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	Recollement APMD	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.12.B Annexe 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté une non conformité au cours de cette visite. Cette non conformité concerne les données des stocks de l'entreprise qui ne sont pas accessibles facilement notamment pour les services d'incendie et de secours.

Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives et à en fournir les justificatifs. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à Madame la Préfète de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de la Préfète, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées alimenté automatiquement au fil de l'eau en fonction des arrivées, départs et consommations des produits. Cette base de donnée est gérée à distance par les informaticiens du site des Landes. Cette organisation ne permet pas d'avoir accès à l'information utile pour les services de secours en cas d'incendie. L'exploitant doit mettre en place un système qui permette en toute circonstance de transmettre aux services d'incendie et de secours une extraction des données des stocks. Concernant la nature des informations contenues dans la base de donnée, celle-ci n'intègre pas les matières combustibles non dangereuses. L'exploitant doit intégrer ces données dans sa base de donnée. L'exploitant doit également intégrer les rubriques ICPE correspondant aux produits stockés dans son système d'information ainsi que leur localisation au sein des stockages. Lors de la visite, pour quatre références, nous avons pu constater de l'adéquation entre l'état des stocks fourni et les stocks présents sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Etat des matières stockées - Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées – réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 sont définies par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 février 2018 et sont désignées par les rubriques 2631-1 (64,3 m3) 4331-3 (80 t) et 1436 (60 t). Les quantités susceptibles d'être présentes sont donc inférieures à 1000 t. En conséquence le site n'est pas soumis à l'AM du 03/10/10 et la prescription n'est pas applicable. Toutefois nous avons pu constater sur place que trois références de produits sont stockées en réservoir. L'état des stocks tel que présenté lors de l'inspection permet de connaître l'inventaire par réservoir. Nous avons pu constater d'un système de jauge électronique sur les réservoirs en question.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif – conformité rubrique 4330
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 4330 - Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée (1). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t – A 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t – DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t.
Constats : Il n'y avait pas sur site, lors de la visite d'inspection de produits relevant de la rubrique 4330.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif - conformité rubrique 4331
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 4331 - Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : <ol style="list-style-type: none">1. Supérieure ou égale à 1 000 t A2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t E3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.
Constats : Lors de la visite d'inspection nous avons constaté la présence de deux produits relevant de la rubrique 4331 : l'éthanol, stocké en IBC et l'acétate d'éthyle stocké en fûts métalliques. Les quantités fournies par la base de donnée et constatées sur place étaient respectivement de 9 m3 et de 1 m3, et donc inférieures au seuil de déclaration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif conformité rubrique 4734
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique 4734 - Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t E</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total DC</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total E</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total DC</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t.</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.</p>
<p>Constats : Il n'y avait pas sur site, lors de la visite d'inspection, de produits relevant de la rubrique 4734.</p> <p>L'exploitant n'utilise pas de produits pétrolier pour ses utilités ou installations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif - conformité rubrique 1436
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 1436 – Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t DC
Constats : Il y avait le jour de l'inspection 2,550 t de produits relevant de la rubrique 1436. Les quantités présentes étaient donc inférieures au seuil de la déclaration. Les composés concernés étaient pour la totalité des huiles essentielles extraites ou distillées
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif - conformité rub. nommément désignées 47xx
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Autres rubriques nommément désignées 4722 4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748
Constats : Il n'y avait pas lors de l'inspection de composés relevant des rubriques 4722 4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748. les substances nommément désignées ne sont pas utilisées par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Autres installations A soumises à l'AM du 3/10/10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application des AM LISeuil 1000T de LI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables, dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats : Les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 sont définies par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 février 2018 et sont désignées par les rubriques 2631-1 (64,3 m3) 4331-3 (80 t) et 1436 (60 t). Les quantités susceptibles d'être présentes sont donc inférieures à 1000 t. En conséquence le site n'est pas soumis à l'AM du 03/10/10, et la prescription n'est pas applicable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Réservoirs soumis au 3/10/10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 03/10/10
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III.-Pour les installations relevant du I-1 ou I-2, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages en réservoirs aériens de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93° C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3 présents au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, à l'exclusion de ceux cités au II.
Constats : L'établissement n'est pas soumis aux points I-1 et I-2 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010. Cependant l'exploitant, à l'exclusion de l'hexane et des deux mélanges binaires à base d'hexane qui sont stockés en réservoir aérien, l'exploitant a donc identifié les produits stockés en réservoirs mobiles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 3/10/10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-V
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 03/10/10 – bilan conformité nvx entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : V.-Pour les installations existantes relevant du I. 2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il doit fournir une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions qui leur sont applicables du présent arrêté.
Constats : Les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 sont définies par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 février 2018 et sont désignées par les rubriques 2631-1 (64,3 m3) 4331-3 (80 t) et 1436 (60 t). Les quantités susceptibles d'être présentes sont donc inférieures à 1000 t. En conséquence le site n'est pas soumis à l'AM du 03/10/10 et la prescription n'est pas applicable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 3/10/10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 03/10/10 – identification install nouvelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV.-Une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Les autres installations sont considérées comme existantes. Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en service sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2021. Toutes les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations nouvelles. Pour les installations existantes, l'annexe VII définit les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles 2 à 64.
Constats : Les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 sont définies par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 février 2018 et sont désignées par les rubriques 2631-1 (64,3 m3) 4331-3 (80 t) et 1436 (60 t). Les quantités susceptibles d'être présentes sont donc inférieures à 1000 t. En conséquence le site n'est pas soumis à l'AM du 03/10/10 et la prescription n'est pas applicable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application AM 24/09/20 Seuil 100T de LI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.
Constats : Les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 sont définies par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 février 2018 et sont désignées par les rubriques 2631-1 (64,3 m3) 4331-3 (80 t) et 1436 (60 t). Les quantités susceptibles d'être présentes sont donc inférieures à 1000 t. Sur site, nous avons constaté que les quantités de produits contenus en récipient fusibles étaient de 20.2 m3 et concernaient les alcools d'extraction. Les produits finis étant stockés en majorité en bidons métalliques à l'exception de quelques références contenus en petites quantités de l'ordre de la centaine de litres. En conséquence le site n'est pas soumis à l'AM du 24/09/2020, et la prescription n'est pas applicable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 24/09/20
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3. Pour les liquides et solides liquéfiables combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.
Constats : Les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 sont définies par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 février 2018 et sont désignées par les rubriques 2631-1 (64,3 m3) 4331-3 (80 t) et 1436 (60 t). Les quantités susceptibles d'être présentes sont donc inférieures à 1000 t. Sur site nous avons constaté que les quantités de produits contenus en récipient fusibles étaient de 20.2 m3 et concernaient les alcools d'extraction. Les produits finis étant stockés en majorité en bidons métalliques à l'exception de quelques références contenus en petites quantités de l'ordre de la centaine de litres. En conséquence le site n'est pas soumis à l'AM du 24/09/2020 et la prescription n'est pas applicable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-V
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 24/09/20 – bilan conformité nvx entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : V. - Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.
Constats : Les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 sont définies par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 février 2018 et sont désignées par les rubriques 2631-1 (64,3 m3) 4331-3 (80 t) et 1436 (60 t). Les quantités susceptibles d'être présentes sont donc inférieures à 1000 t. Sur site, nous avons constaté que les quantités de produits contenus en récipient fusibles étaient de 20.2 m3 et concernaient les alcools d'extraction. Les produits finis étant stockés en majorité en bidons métalliques à l'exception de quelques références contenus en petites quantités de l'ordre de la centaine de litres. En conséquence le site n'est pas soumis à l'AM du 24/09/2020 et la prescription n'est pas applicable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 24/09/20 – identification install nouvelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. - Pour l'application du présent arrêté, une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est réalisé après le 1er janvier 2021. Les autres installations sont considérées comme existantes. Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en services sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2021. L'ensemble des articles I-2 à VII-1 sont applicables aux installations nouvelles. Pour les installations existantes, les annexes I, II ou III ainsi que les IV et V définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles I-2 à VII-1.
Constats : Les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 sont définies par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 février 2018 et sont désignées par les rubriques 2631-1 (64,3 m3) 4331-3 (80 t) et 1436 (60 t). Les quantités susceptibles d'être présentes sont donc inférieures à 1000 t. Sur site, nous avons constaté que les quantités de produits contenus en récipient fusibles étaient de 20.2 m3 et concernaient les alcools d'extraction. Les produits finis étant stockés en majorité en bidons métalliques à l'exception de quelques références contenus en petites quantités de l'ordre de la centaine de litres. En conséquence le site n'est pas soumis à l'AM du 24/09/2020 et la prescription n'est pas applicable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.12.B Annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Amarrage des réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "Les réservoirs sont amarrés s'il se trouvent sur un emplacement susceptible d'être inondés et l'importance du dispositif d'ancrage tient compte de la poussée éventuelle des eaux
Constats : L'exploitant a opté pour l'ancrage de la cuve existante et la prolongation de son contrat de fournisseur de gaz habituel. Lors de l'inspection l'exploitant a présenté deux rapports de l'APAVE concernant la vérification des ancrages, effectuée lors de la réalisation des travaux d'ancrage (rapport R12767733-001-1 du 29/07/2022) ainsi qu'un dossier de vérification de la conformité de ces ancrages à l'issue des travaux (rapport 12844924-001-1 du 28/09/2022). Sur place nous avons pu constater de la présence de plots d'ancrages fixant la cuve de propane aux supports en béton.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet